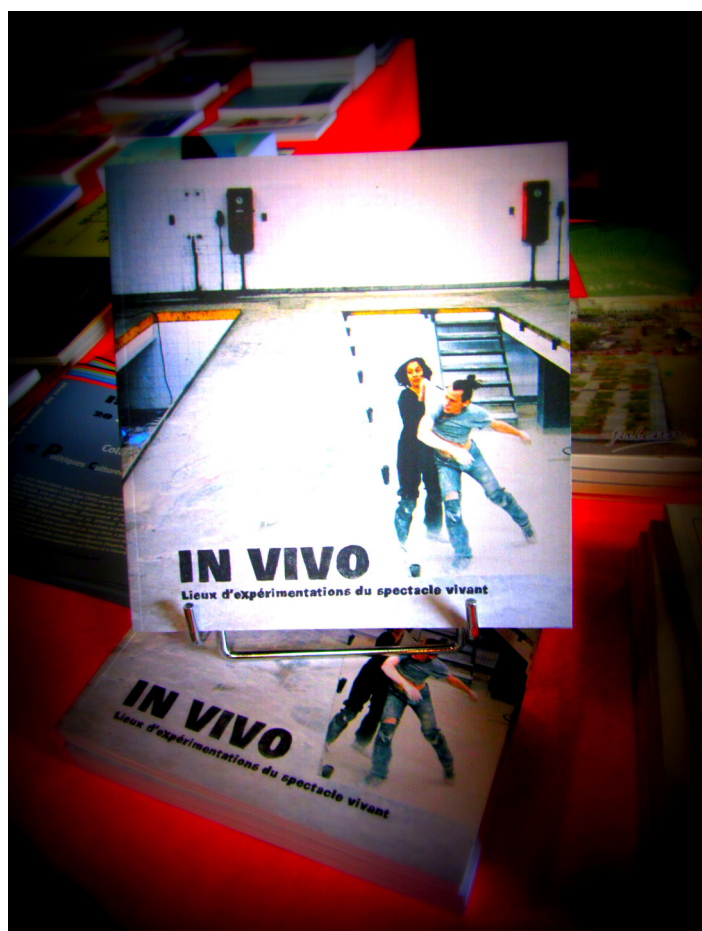


RENCONTRES NATIONALES IN VIVO

31 MAI ET 1ER JUIN 2013, MIX'ART MYRYS À TOULOUSE

IN VIVO, DANS LE VIF DE L'ART



© Ouvrage In Vivo - Rencontres à Mix Art Myrys - 2013

CONTEXTE

A l'occasion de la sortie du livre *IN VIVO - Lieux d'expérimentations du spectacle vivant*, ARTfactories/Autre(s)pARTs et le collectif d'artistes autogéré Mix'ART Myrys ont organisé deux jours de rencontres les 31 mai et 1er juin 2013 à Mix'ART Myrys à Toulouse.

IN VIVO, c'est l'exploration de 18 lieux insolites d'expérimentations du spectacle vivant ; une immersion au cœur d'anciennes friches industrielles réinvesties par des collectifs artistiques interrogés par ARTfactories/Autre(s)pARTs et rassemblés dans un livre.

Fred Kahn (l'un des deux auteurs d'*In vivo*), qui a assisté à ces rencontres, nous livre son analyse de ces deux journées de débats...

RÉFLEXIONS

Les 31 mai et 1er juin 2013, ARTfactories / Autre(s)pARTs a fêté la publication d'*In vivo*, un ouvrage qui, à travers le portrait de dix huit lieux d'expérimentations du spectacle vivant, interroge la nécessaire transformation des modes de production et de socialisation de l'art. Cette rencontre publique était l'aboutissement d'un processus éditorial de deux ans. Et l'ouvrage, lui même, s'inscrit dans une temporalité plus longue, celle initiée par la plateforme ARTfactories / Autre(s)pARTs « pour la valorisation des projets et des lieux qui organisent leurs pratiques et expérimentations autour de nouvelles [...] relations entre arts, territoires et populations ». On pourrait remonter encore la chronologie et souligner de nombreux héritages, autant explicites qu'implicites, des ramifications innombrables, qui inscrivent ces démarches dans l'histoire de l'art et des sociétés. Voici donc un événement qui entend rompre avec la vacuité événementielle, avec la course folle des « projets » interchangeableables qui ne nous projettent nulle part et dont l'accumulation ne dessine aucune trajectoire. Voici donc un événement politique qui met en lumière « le caractère obsolète des modèles institutionnels ».

Et nous étions bien *in vivo*, au sein du vivant. En effet, le contenu de cette rencontre faisait assez parfaitement écho à son contenant puisque les débats se déroulaient dans les locaux de Mix'Art Myrys, un lieu profondément engagé dans des processus de démocratie artistique. Le soir, des performances et des spectacles ont offert des contrepoints sensibles aux ateliers de réflexion de la journée. Les dispositifs imaginés par ARTfactories / Autre(s)pARTs tirent leur pertinence de cette articulation entre la pensée et la pratique. La théorie est ainsi mise à l'épreuve du réel, elle se nourrit des expériences de vie. Une telle approche « pragmatique » permet de s'extirper des postures purement idéologiques. Et ce faisant, elle offre des pistes pour réconcilier le « faire » artistique et « l'agir » politique.

Une politique culturelle du désengagement

Ce temps de débat devait d'ailleurs se conclure par un moment d'échange avec des représentants de l'Etat et des collectivités territoriales. La question posée était : « Comment les pouvoirs publics peuvent-ils se saisir des opportunités offertes par ces projets dynamiques et porteurs d'enjeux contemporains majeurs, sur le plan culturel et artistique, mais aussi social, éducatif, économique ? ». Pourtant, les responsables politiques ont brillé par leur absence. Ils ont sans doute estimé qu'ils n'avaient rien à annoncer, sinon des mauvaises nouvelles. La tendance générale étant à la rétractation des politiques culturelles, il était inconfortable de répondre à une demande d'engagement plus forte par l'annonce d'un désengagement programmé. Mais le silence politique n'est-il pas un aveu d'impuissance ? Cette « abstention » aurait été parfaitement compréhensible si tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, si nous ne traversions pas une terrible crise civilisationnelle, si nos sociétés n'étaient pas complètement déstructurées et atomisées.

Rappelons que les espaces-projets qui tentent la démocratie artistique ne sont pas dans des postures insurrectionnelles. Les NTA (Nouveaux Territoires de l'Art) bénéficient à différents degrés, du financement des collectivités publiques. Notoirement insuffisant et souvent le fruit d'un malentendu sur les actions à mener, ce soutien n'en est pas moins la marque d'une reconnaissance (et parfois même d'une forme d'institutionnalisation).

L'ouvrage *In vivo* est d'ailleurs une commande du Ministère de la Culture, via le conseiller à l'action culturelle de la

DRAC Rhône-Alpes, Benoît Guillemont, Conseiller pour l'action culturelle à la DRAC Rhône-Alpes, missionné par le Ministère de la Culture et de la Communication pour les Nouveaux Territoires de l'Art. L'écoute et les prises de position de ce dernier témoignent qu'au sein des administrations, des individus continuent à accompagner les NTA. Ces lieux d'expérimentations ont des alliés objectifs dans les services culturels de l'Etat, de certaines régions, départements et communes. La Politique de la Ville a aussi été un levier de financement pour des projets innovants. Mais le soutien semble toujours intervenir par défaut, à la marge, presque par erreur. La politique culturelle est dans les discours très démocratique, mais dans les actes, elle reste accrochée à des critères d'évaluation particulièrement peu conformes à cet idéal, car ils placent l'art sous le double régime de la rareté et de la rentabilité. A l'inverse, les espaces-projets envisagent la pratique artistique comme une fabrique du commun et ils agissent à l'endroit de « l'égalité en dignité des différentes expressions culturelles ».



© Table ronde « Esthétique et architecture » - Rencontres In vivo - 2013

Eprouver ce que l'on dit

Lors des deux journées « In vivo », des tables rondes thématiques ont abordé des questions d'économie, de gouvernance, de relation aux populations, d'ancrage sur le territoire et d'ouverture sur l'étranger... Nous avons pu constater que ces projets mettent en œuvre des modes d'aménagement beaucoup plus démocratiques, car basés sur la « maîtrise d'ouvrage » (le droit de l'usager à être impliqué dans la transformation de son cadre de vie). Nous nous sommes confrontés à la difficulté d'imaginer des stratégies de fonctionnement, d'organisation, de production, véritablement durables et équitables. Nous avons perçu à quel point

l'échelle du « micro-projet » peut être réinvestie dans des approches macroscopiques dont la complexité nous laisse, par ailleurs, complètement démunis. En nous immergeant dans ces expériences, il nous est apparu évident, palpable, que la pensée artistique, sans aucunement être instrumentalisée, aide à reprendre prise sur le monde, à concevoir autrement les relations urbaines, sociales, économiques et bien sûr culturelles.

Les 18 lieux explorés par *In vivo* représentent un courant puissant, divers, hétérogène, et bien difficile à circonscrire. Certaines démarches sont identifiées par l'Etat comme relevant de « l'excellence », d'autres seraient plutôt cataloguées dans le « socio-culturel ». Mais l'addition de toutes ces énergies représente un foisonnement d'activités qu'il est impossible d'ignorer. Ces aventures sont inscrites dans le paysage culturel, local, régional, et même pour certaines nationale et internationale. Elles ne se positionnent pas dans la confrontation avec les institutions culturelles, mais dans la complémentarité. Elles devraient donc être envisagées par les pouvoirs publics comme une opportunité à saisir pour constamment redynamiser leurs actions. Car, faut-il le rappeler, sans cette dialectique avec l'instituant, l'institué,



©Le cabaret du petit théâtre de Pain - Rencontres In vivo - 2013

entraîné par sa force d'inertie, se nécrose. Ces territoires de l'art sont d'autant plus fertiles qu'il est impossible d'en définir les limites. Il est certes plus confortable de construire des catégories étanches, de ranger les projets dans des cases, mais la vie ne procède pas ainsi. Nous devons mettre nos cadres de pensée à l'épreuve de

la complexité et de la profusion, les rendre poreux aux possibles et incessantes interactions. Ces espaces-projets expérimentent concrètement des modes d'organisation esthétiques, politiques, économiques et sociaux beaucoup moins hiérarchisés, plus hybrides et rhizomiques. Ils sont complètement en phase avec le défi auquel l'humanité doit absolument répondre si elle veut survivre : être capable d'abandonner les paradigmes qui reposent sur le clivage, la disjonction, la séparation, pour construire ce qu'Edgar Morin nomme une « pensée de la complexité », c'est-à-dire une pensée du lien, de l'implication mutuelle et de l'inséparabilité...

En regard, les modes de gouvernances institutionnels apparaissent ridiculement rigides et inefficaces.

Des principes et des actes

La notion d'expérience est fondamentale. Le « supplément » apporté par la pratique artistique ne procède pas d'une vision métaphysique ou transcendante, il ne s'agit pas d'un au-delà de la pensée, ni de la promesse d'un monde meilleur. Les actes artistiques ont vocation à répondre à des situations réelles, à s'ancrer dans le quotidien et dans les territoires. Cette approche systémique envisage l'ensemble des collaborations, l'ensemble des interactions nécessaires à l'avènement de l'œuvre. Cette dernière ne fait donc pas sens par magie, mais au terme d'un long processus de production et de socialisation. Et parce que les contenus de ces échanges symboliques seront établis en commun, ils dessineront les contours d'une société plus équitable.

La philosophie politique analyse par ailleurs l'abyme qu'ouvre devant nous ce principe d'égalité. Jacques Rancière, par exemple, a interrogé les limites d'un système qui se prétend démocratique alors qu'il est incapable de laisser la moindre « part aux sans-part ». Les politiques publiques de la culture reproduisent de manière caricaturale cette approche élitiste. La coupure est accentuée par l'emprise de plus en plus prononcée de la pensée économique libérale. Cette idéologie a généré un rétrécissement des espaces et des temps de fabrication au « profit » d'une focalisation sur la diffusion. L'œuvre perd ainsi toute son épaisseur sociale. Un tel système, absolument pas neutre politiquement, convoque un spectateur contemplatif (ou

pire encore consommateur), qui va adhérer à la proposition ou la rejeter. Comme l'a démontré la philosophe Joëlle Zask¹, ce régime de visibilité est conforme au fonctionnement de nos démocraties représentatives (où le citoyen est cantonné à un rôle de sanction du pouvoir). A l'inverse, construire une expérience de production partagée sous-entend des citoyens impliqués dans les affaires de la Cité. Une véritable expérience de participation, qu'elle soit politique ou esthétique, consiste « à prendre part, à apporter une part et à retirer une part ».

Bien sûr cette démocratie artistique n'est encore qu'un horizon, mais ici, nous ne sommes pas face à une simple posture intellectuelle. Alors qu'au sein des institutions culturelles la démocratisation correspond à une obligation de service public, dans les NTA, le partage du sensible relève d'un enjeu tout simplement existentiel.



©Intervention en plénière de Laurence Chable (La fonderie/Le mans) - Rencontres In vivo - 2013

Il faut donc accepter de se laisser déposséder d'une partie de son pouvoir pour, en retour, mieux faire corps avec la société. La pratique artistique nous permet d'éprouver, d'expérimenter ce double procès d'individuation et de socialisation. En n'accompagnant pas l'expression de cette potentialité « civique », nos responsables politiques font preuve d'une assez terrifiante irresponsabilité.

Du micro au macro

Ces démarches circulent donc avec facilité entre ici et ailleurs, entre les approches « micrologiques » et

¹ ZASK Joëlle, *Participer – Essai sur les formes démocratiques de la participation*, Editions Le Bord de l'eau, 2011, 326 p.

« macrologiques ». Mais elles entrent difficilement dans les cadres de la légitimation institutionnelle. Comment obtenir cette légitimité sans se laisser enfermer dans des labellisations normatives ? Comment ces processus, ces expérimentations, peuvent-ils intégrer des postures « de grande envergure » qui, elles, favorisent la dimension événementielle ? La perspective de Marseille Provence 2013, capitale européenne de la culture, est, en ce sens, emblématique. Marseille Provence a, en grande partie, décroché le titre de capitale européenne de la culture grâce à la capacité de ce territoire à être un laboratoire de création. Pourtant, la programmation de l'année 2013, pour drainer un maximum de visiteurs, risque de valoriser les formes de l'excellence artistique, jouant plus sur l'effet vitrine que sur une véritable irrigation culturelle du territoire. Quant à la participation des habitants, s'appuiera-t-elle vraiment sur une démarche de co-construction, intégrant les désirs et les aspirations de ces derniers ?

Tournés vers demain

En tout cas, les projets véritablement ancrés sur la ville ne veulent pas être relégués à la marge. Ils ont su développer des savoir-faire en terme de portage de projet, d'ingénierie, de médiation. Ils ont inventé des modes de gouvernance innovants et opérationnels dont devrait s'inspirer la capitale européenne de la culture et plus globalement l'ensemble des politiques publiques. Car, ces démarches nous aident à penser la complexité des relations qui régissent la société. Elles débordent largement les seules préoccupations artistiques pour contaminer, transversalement, les champs politiques, économiques, sociaux, éducatifs, urbains, environnementaux... A l'heure où les politiques publiques doivent intégrer des paradigmes radicalement nouveaux, ces projets anticipent les mutations et ouvrent des horizons sur les conditions du vivre ensemble. En 2012, dix ans après le colloque sur les Nouveaux Territoires de l'Art, un événement mêlant actions et réflexions pourrait réaffirmer cette évidence.

Fred Kahn

Texte rédigé à partir des propos tenus à Toulouse les 31 mai et 1^{er} juin 2013 lors des Rencontres In vivo